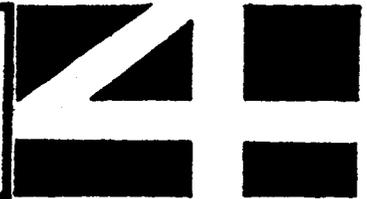


SPARTACIST



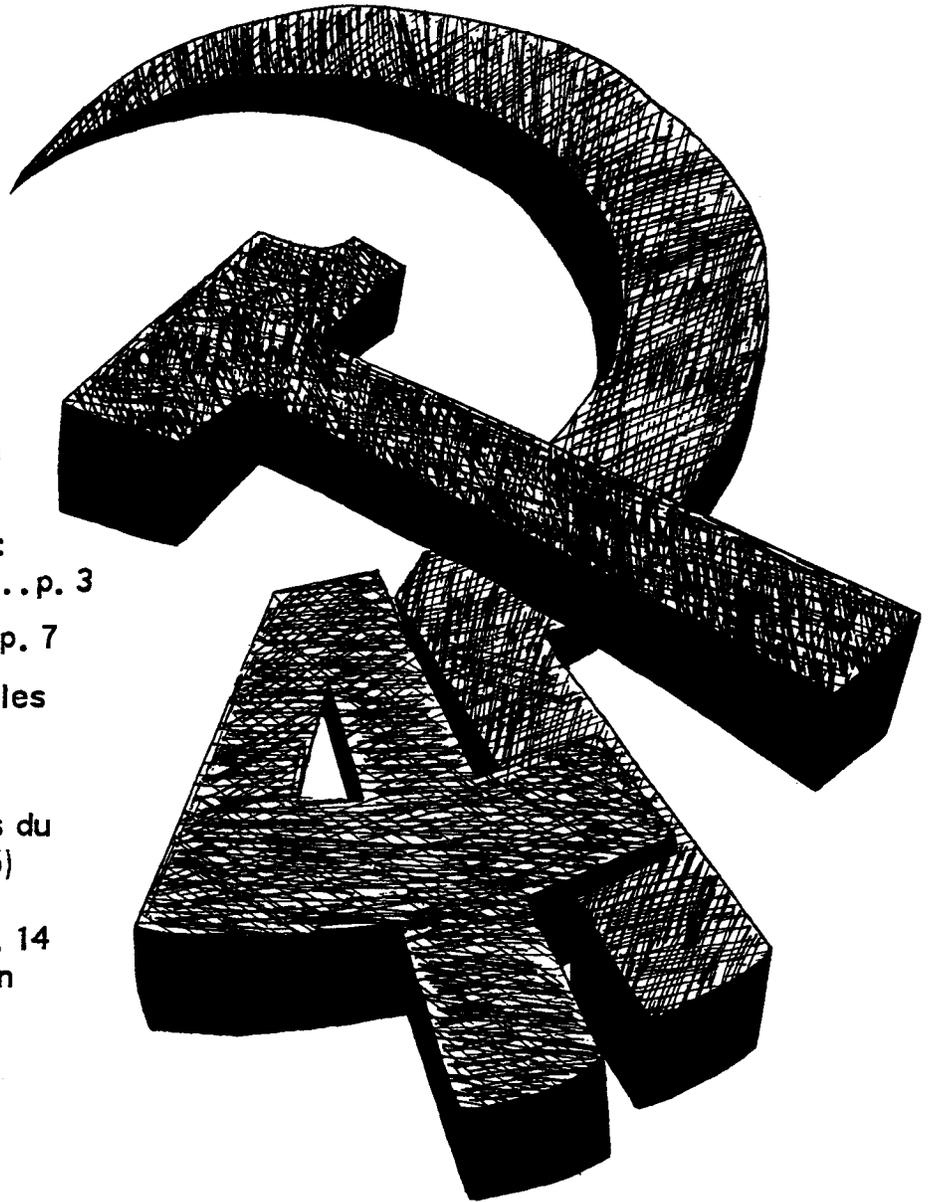
EDITION FRANÇAISE

NO. 3

1,50 F

CONTENU

- Front populaire et soutien critique...p. 1
- Les élections législatives: Sursis pour le gaullisme...p. 3
- Pour un parti ouvrier!...p. 7
- Les élections présidentielles aux USA: Victoire pour Nixon...p. 11
- La conférence de Londres du Comité International (1966)
 - Sur l'exclusion de la Spartacist League...p. 14
 - Rapport de la délégation Spartaciste...p. 15



Spartacist League ● Box 1377, GPO ● New York, NY 10001 USA



Front populaire et soutien critique

[Cet article est extrait d'un article paru dans Workers Vanguard no. 17 (mars 1973).]

...Toute l'histoire du Léninisme comme du Trotskysme constitue une lutte acharnée contre le front populaire. Quelle autre signification peut-on trouver dans la lutte résolue de Lénine contre les Mencheviks qui soutenaient le gouvernement provisoire bourgeois en 1917? Ou de la lutte de Trotsky contre le parti Farmer-Labor aux Etats-Unis et contre le Kuomintang en Chine? Les cadres Trotskystes des années 30 furent trempés et endurcis dans la lutte contre les fronts populaires français et espagnols. Et pourtant, besoin en est de constater (avec regret) qu'aucune des trois organisations importantes qui se réclament du Trotskysme en France aujourd'hui ne fait appel à une opposition sans ambiguïté à l'Union de la Gauche, le nouveau front populaire.

La Ligue Communiste pabliste, section française du Secrétariat Unifié, a peut-être la position la plus conséquente -- c-à-d. la plus conséquemment opportuniste....

L'argument (de la L.C.) que les radicaux de gauche ne représentent plus la bourgeoisie de la même façon que l'ont fait les Radicaux de Daladier en 1936 est vrai empiriquement, mais n'a rien à voir avec la question. Depuis quand le caractère de classe d'une organisation politique se détermine-t-il par l'importance électorale de celle-ci? L'inclusion des radicaux n'est que la suite logique du Programme commun, une deuxième main gantée tendue à la bourgeoisie, une caution des intentions du PC, le sceau sur la stratégie globale de collaboration de classe. S'il est vrai que l'inclusion des radicaux ne changeait pas du tout le programme du bloc PC-PS, c'est que l'alliance fut un front populaire par son intention dès le début. Si les masses, par leur lutte, réussissaient à rejeter les radicaux du bloc de la gauche, le programme du front populaire ne pourrait guère rester tel qu'il est.

L'importance de ces politiciens bourgeois, de cette canaille dans "l'Union de la Gauche" c'est de marquer une borne au delà de laquelle le nouveau gouvernement ne peut aller sous la pression des masses sans occasionner une crise gouvernementale fondamentale, une scission. Voilà pourquoi des Robert Fabre, ou des Maurice Faure, de poli-

liticiens bourgeois du meilleur crû, ou des banquiers tel Jean Filippi se trouvent à la tête de chaque manifestation de l'Union Populaire. Non, ils ne représentent pas les secteurs décisifs de la bourgeoisie. En Espagne, pendant la République, la bourgeoisie était massivement du côté de Franco. Tout ce que Staline et les dirigeants réformistes socialistes et anarchistes pouvaient trouver comme participation bourgeoise directe dans leurs gouvernements était deux avocats louches; Azaña et Companys. Et pourtant Trotsky parla d'un front populaire avec "l'ombre de la bourgeoisie." Ils tiraient leur importance non pas de leur influence populaire (inexistante), mais plutôt du fait qu'ils représentaient le principe de l'étape "démocratique" de la révolution. Les Fabre, Faure, Filippi et cie. en France aujourd'hui représentent cette même ombre. Appeller à un vote pour l'Union de la Gauche (soit au deuxième tour, soit au premier), c'est trahir la classe ouvrière. ...

[Dans une analyse des élections, Lutte Ouvrière conclut en disant:]

"Dans l'esprit de beaucoup de travailleurs il n'y a pas de différence entre voter pour le candidat du P.S. ou du P.C.F., considéré comme le candidat des travailleurs, ou pour le candidat de l'Union de la Gauche, qui se trouve être le même. Mais c'est justement cette différence que les révolutionnaires doivent par leur tactique au second tour, s'appliquer à démontrer, quelles qu'en soit les difficultés."

-Lutte de Classe/Class Struggle, février 1973

Ce ne sont pas uniquement les travailleurs arriérés qui ne réussissent pas à voir cette "différence," camarades de LO. La différence n'existe pas. D'habitude, les partis ouvriers réformistes, tels le Parti Socialiste et le Parti Communiste, ont un double caractère. D'une part ils fonctionnent en tant que représentants politiques de la classe ouvrière; d'autre part ils représentent les intérêts politiques de la bourgeoisie. Ce double caractère est étroitement lié à la nature de leur direction, qui se base sur une couche petite-bourgeoise de bureaucrates ouvriers, les "lieutenants ouvriers de la classe capitaliste". Cependant, quand le PC ou le PS entre dans un bloc électoral avec une section de la

bourgeoisie, cette double nature est supprimée formellement et en pratique, parce qu'alors les partis réformistes font campagne et donnent leur parole de régner sur une plateforme commune dans le cadre et les limites purement capitalistes établis par leurs alliés explicitement bourgeois-libéraux. Dans cette situation, aucune fondement n'existe pour la tactique léniniste de soutien critique aux partis staliniens et sociaux-démocrates. Ce qu'il faut surtout mettre en avant, c'est la revendication que les partis réformistes rompent le bloc avec les partis bourgeois -- comme condition au soutien des ouvriers conscients. Ce n'est qu'à partir de ce moment que l'on peut exposer devant la classe ouvrière la contradiction entre les principes ouvriers/socialistes/communistes dont se réclament les réformistes et la pratique réelle de ceux-ci. Ce qui fait la différence, c'est précisément le fait qu'un vote pour le PC dans cet élection ne peut que signifier un vote pour le front populaire. AUJOURD'HUI EN FRANCE, TOUT BULLETIN DE VOTE ACCORDÉ AU PC EST UN VOTE POUR LA BOURGEOISIE! ...

L'OCI

L'Organisation Communiste Internationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) appelle elle aussi à l'opposition au Programme commun et à l'Union de la Gauche. L'OCI constate avec justesse que le bloc PC-PS-Radicaux est un front populaire. Comme le dit l'OCI:

"La IV^e Internationale s'est constituée dans le combat et en ayant comme centre à son combat l'unité et l'indépendance de classe du prolétariat contre les 'Fronts Populaires,' les 'Unions de la Gauche', et autres combinaisons qui subordonnent le prolétariat à la bourgeoisie."

- Programme d'action de la classe ouvrière, p. 4.

Dans une polémique contre la Ligue Communiste, l'OCI écrit:

"Si l'Union de la gauche c'est la trahison du type Front populaire, le devoir des révolutionnaires prolétariens est de dénoncer aux masses le danger de leurs illusions. Non de se soumettre à celles-ci..."

"Il y a incompatibilité entre le ralliement à l'union de la gauche et l'appartenance à la IV^e Internationale."

- Informations Ouvrières, 10-17 janvier 1973.

Pourtant, là où elle ne présente pas de candidat, l'OCI appelle à un "vote pour le parti

ou l'organisation ouvrière de son choix; le PC ou le PS"! ...

Les implications adaptationnistes de la position de l'OCI sont rendues explicites dans un projet de résolution soumis aux délégués aux assises nationales pour le front unique ouvrier:

"Pour imposer le gouvernement ouvrier qui donnerait satisfaction aux aspirations et aux revendications, il suffit que les organisations s'unissent, qu'elles appellent au combat contre les gouvernements du capital, pour un gouvernement du PS et du PCF sans ministres représentants du capital. Cela est possible tout de suite sur le terrain direct de la lutte de classe." (nous soulignons)

- Informations Ouvrières, 6-13 décembre 1972.

Ainsi le PC et le PS se transforment miraculeusement en partis révolutionnaires qui "donneraient satisfaction" aux revendications s'ils pouvaient seulement chasser les radicaux de gauche! ...

On peut répondre, comme le font la LC, LO et l'OCI, qu'il est nécessaire de partager les expériences de la classe ouvrière. Bien sûr, nous devons chercher à montrer EN PRATIQUE que la politique réformiste de collaboration de classe signifie la défaite de la classe ouvrière. Mais l'avant-garde

[suite à la p. 19]

just out!

BASIC DOCUMENTS OF THE SPARTACIST LEAGUE

MARXIST BULLETIN NO. 9—PART III

- 1) Introduction/Toward Construction of the Leninist Vanguard!
- 2) Memorandum on the Transformation of the Spartacist League
- 3) Youth-Party Relations
- 4) Trade Union Memorandum
 - I—The Struggle Against Labor Reformism and Workerism
 - II—To Build a Communist Opposition in the Labor Movement

Order from: 50 cents

Spartacist/Box 1377, GPO
New York, NY 10001/USA

Les élections législatives: Sursis pour le gaullisme

[Cet article est traduit de Workers Vanguard no. 18, avril 1973. Il repose sur l'analyse contenu dans Workers Vanguard no. 17 (mars 1973) dont des extraits sont traduits ci-dessus.]

Les résultats des élections législatives constituent une victoire relative pour la majorité gaulliste. La nette majorité à l'Assemblée permet à Pompidou de régner sans être contraint de pratiquer "l'ouverture," pas même un bloc avec les modérés bourgeois des partis prétendus "Centre" ou "Réformateur." La responsabilité principale de ce renforcement passager d'un régime bonapartiste pourrissant en est aux partis réformistes; le P.C. et le P.S., les composants principaux du front populaire, l'Union de la Gauche (V. Workers Vanguard, no. 17, mars 1973).

L'unité du P.C. et du P.S. pour la première fois depuis les années 40 augmentait la "crédibilité" d'un gouvernement de gauche, ce qui provoquait une vague d'enthousiasme initiale pour l'Union de la Gauche. Bien des ouvriers français croyaient que pour la première fois depuis des décennies il existait la véritable possibilité de "leur propre" gouvernement. Il n'en était rien.

Bien sûr, les dirigeants "communistes" et "socialistes" étaient plus qu'impatients de tripoter le gâteau ministériel, mais en même temps ils se sont donnés de la peine pour ne pas effrayer la bourgeoisie par le spectre (qui hante l'Europe...) du socialisme, lequel restait tapi dans le coin. On donnait les cautions qu'il fallait: étouffer les grèves lutte de classe; remettre les manifestations de masses; parole donnée de respecter la constitution de "l'état fort," la V^e République, et le Programme Commun du Gouvernement qui appelle à un capitalisme "réformé" et qui limite les expropriations (avec compensation) aux banques domestiques et à une vingtaine (!) de trusts. Dans les bons vieux temps du front populaire façon 1936, on prétendait au moins détruire le pouvoir des 200 familles!

Cette politique de collaboration de classe conséquente était scellée par l'alliance avec les "Radicaux de gauche" bourgeois. L'Union de la Gauche devenait ainsi un front populaire classique: c-à-d une alliance des partis ouvriers avec des représentants de la

classe capitaliste (la partie "progressiste, démocratique, anti-fasciste, pacifique" des exploités, bien entendu).

Ce front populaire et la campagne électorale placide menée par la "gauche" résulta dans l'apathie de la classe ouvrière et dans un tournant de la part de la petite-bourgeoisie à la direction plus acharnée des forces "de la loi et de l'ordre."

Pompidou a manœuvré en connaissance de cause, avec des promesses électorales démagogiques, dont quelques unes assez proches du Programme Commun et une campagne anti-communiste dure. Dans un discours prononcé la veille du deuxième tour, l'ancien dirigeant de la Banque Rothschild répétait la thèse gaulliste: "Le choix est simple.... Ici, le communisme marxiste et les alliés qu'il s'est assurés; là, tous les autres" (Le Monde, 11-12 mars 1973). Le succès de l'UDR se basait aussi sur le découpage des circonscriptions: par le passé il a fallu plus de 4 fois plus de voix pour élire un député communiste que pour élire un gaulliste.

"La IV^e Internationale jouit dès maintenant de la haine méritée des staliniens, des sociaux-démocrates, des libéraux bourgeois et des fascistes. Elle n'a ni ne peut avoir place dans aucun des Fronts populaires. Elle s'oppose irréductiblement à tous les groupements politiques liés à la bourgeoisie. Sa tâche, c'est de renverser la domination du capital. Son but, c'est le socialisme. Sa méthode, c'est la révolution prolétarienne..."

"L'accusation capitale que la IV^e Internationale lance contre les organisations traditionnelles du prolétariat, c'est qu'elles ne veulent pas se séparer du demi-cadavre politique de la bourgeoisie. Dans ces conditions, la revendication adressée systématiquement à la vieille direction: "Rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir!", est un instrument extrêmement important pour dévoiler le caractère traître des partis et organisations de la II^e et de la III^e Internationales, ainsi que de l'Internationale d'Amsterdam.

"Le mot d'ordre de 'gouvernement ouvrier et paysan' est employé par nous uniquement dans le sens qu'il avait en 1917

dans la bouche des bolcheviks, c-à-d comme un mot d'ordre anti-bourgeois et anti-capitaliste..."

- Léon Trotsky, "L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale."

Les marxistes de tous temps ont été conséquents en appelant à l'indépendance politique de la classe ouvrière de la bourgeoisie. Aujourd'hui en France, ce principe signifie que la tâche la plus pressante des révolutionnaires prolétaires, c'est la lutte acharnée contre le front populaire. Ce fut dans cette lutte que les cadres trotskystes des années 30 furent trempés et endurcis: et elle doit être engagée de nouveau aujourd'hui.

Mais cette lutte ne peut pas s'engager en dehors du mouvement de masse, que contrôlent les directions réformistes du P.C. et du P.S. Le mot d'ordre d'un gouvernement des seuls partis ouvriers, sans ministre capitaliste, basé sur un programme révolutionnaire est donc une arme essentielle pour faire rompre les travailleurs avec ces dirigeants traîtres. Mais s'il nous faut concentrer notre action sur les travailleurs communistes ou socialistes, nous ne pouvons pas appeler au vote pour ces partis car dans CES élections, chaque voix P.C. ou P.S. était une voix pour le front populaire, c-à-d pour maintenir le capitalisme!

Parmi les organisations qui se réclament du Trotskysme en France, l'OCI et LO menaient une campagne contre le vote pour l'Union de la Gauche et contre les radicaux de gauche en particulier. Cependant, les deux groupes préconisaient en même temps le vote pour le P.C. ou le P.S., ce qui, en dernière analyse, revient à soutenir le front populaire. Cette mollesse dans la politique électorale de LO et de l'OCI affaiblit le contenu essentiel du Trotskysme. Mais la position de la Ligue Communiste, section française du Secrétariat Unifié révisionniste, est une autre affaire. Dans une rupture ouverte avec le Trotskysme, la Ligue soutenait l'Union de la Gauche, tout en niant qu'elle fût un front populaire. Dépassant l'adaptation traditionnelle des pablistes aux divers groupes petits-bourgeois évoluant vers la gauche, pour capituler directement à la bourgeoisie, le soutien de la Ligue pour l'Union de la Gauche représente une "transcroissance" importante vers le réformisme.

Les résultats électoraux

Au premier tour du 4 mars, le score combiné de l'Union de la Gauche était de 11,3

millions de voix, soit 46% des suffrages. Si c'était plus de 10% de voix de plus que les dernières élections (1968), c'était plus ou moins le même score qu'en 1967. La coalition gaulliste n'a reçu que 8,4 millions, soit 34% au premier tour. Au deuxième tour cependant, la majorité gaulliste parvenait à mobiliser la masse de la petite-bourgeoisie derrière son étandard pour partager les voix à égalité, ce qui leur permettait de gagner une majorité significative des sièges à l'Assemblée (256 sièges contre 181 pour le bloc de la gauche). Au sein de l'Union de la Gauche, le P.S. gagnait 83 sièges, le P.C. 73 et les radicaux de gauche 11. Le P.S.U. a dû se contenter de 3 sièges.

Parmi les groupes qui se réclament du Trotskysme, la Ligue et LO présentèrent, sur la base d'un pacte de non-aggression, des candidates dans 261 sur les 491 circonscriptions au premier tour. Avec l'OCI, ils totalisèrent environ 300,000 voix, un peu plus de 2% des suffrages et 9% des suffrages accordés au P.C. dans les circonscriptions où ils se présentèrent.

Les statistiques électorales publiées dans LE MONDE du 6 et du 7 mars 1973 semblent indiquer que la majorité des voix LC ou LO venait de l'ancien électorat du PSU. Aux 300,000 voix de la LC/LO correspondent la perte de 400,000 voix par le PSU par rapport aux dernières élections.

Par opposition aux 90 candidats de la Ligue et aux 171 de LO, l'OCI ne présenta que 20 candidats, bien qu'elle soit de taille comparable. En dépit de cette concentration de ressources, cependant, les candidats OCI ne trouvèrent pas grand écho qui se soit manifesté dans le score électoral. Dans toutes les circonscriptions où ils étaient présents, ils gagnèrent moins de la moitié des suffrages accordés à la Ligue ou à LO (contre lesquelles ils concurrençaient) et seulement 3,2% des suffrages accordés au P.C.

La coalition P.C.-P.S.-radicaux maintenait une politique conséquente: capituler devant Pompidou chaque fois qu'il montrait les dents. Georges Séguy de la CGT fut obligé de freiner les travailleurs militants:

"Se lancer, au lendemain d'une victoire de la gauche, dans une campagne pour nationaliser tout intégralement, par principe et sans discernement, serait absurde économiquement et ne pourrait que compromettre la réussite des réformes minima indispensables au règlement des grands problèmes sociaux dans l'équilibre économique..."

"L'autre façon de répandre le doute consiste à prêter aux syndicats l'intention d'accabler le gouvernement d'une avalanche de revendications dont la sa-

tisfaction aurait tôt fait d'épuiser les finances publiques et de ruiner les entreprises... Une ère de rapports nouveaux s'instaurera entre le pouvoir et le mouvement syndical... Alors la participation -- que l'UDR n'a jamais pu obtenir des syndicats -- pourra avoir enfin un sens social progressiste."

- L'Humanité, 17 jan. 73

Selon Georges Marchais, secrétaire général du P.C., l'Union de la Gauche aurait mieux à faire après les élections que de courir la ville à changer la Constitution de la V^e République. Séguy, dirigeant syndical, pense qu'après les élections ils auront mieux à faire que de nationaliser les monopoles. On peut certainement comprendre pourquoi beaucoup de travailleurs français se demandent ce que ferait effectivement l'Union de la Gauche après les élections.

Les "voix" Trotskystes

Lutte Ouvrière, groupe semi-syndicaliste, qui a par le passé concentré la plupart de son travail sur l'organisation en usine, était probablement le plus orienté sur les élections de toutes les organisations prétendues trotskystes. "Un ouvrier sur dix a voté pour les révolutionnaires" annonçait Lutte Ouvrière (6-12 mars 1973), ce qui est manifestement une affirmation exagérée. Entre autres choses, LO distribua 12 millions d'exemplaires de son principal tract, "Pourquoi des candidats LO?" Dans ce tract, la seule phrase qui dépasse l'électoratisme de quelque façon était: "Au contraire de ces politiciens, les candidats de LO ne vous promettent pas de changer la vie par un bulletin de vote" et pendant la campagne électorale ils consacrèrent jusqu'à 15 des 24 pages de LO aux élections.

La carence la plus grave de la campagne de LO fut pourtant son contenu politique. Tout en critiquant la Ligue Communiste parce qu'elle soutenait le front populaire, LO concluait un pacte de non contestation avec la Ligue et appelait les ouvriers à voter pour "les candidats révolutionnaires" de la L.C. Ceci n'était donc pas un pacte d'organisations opposées au front populaire, mais simplement une coalition opportuniste de groupes à la gauche du PC. Les exigences de LO ne furent pas centrées sur l'appel aux partis ouvriers réformistes à rompre avec la bourgeoisie, c-à-d à faire échec au front populaire, mais appellèrent simplement à augmenter quantitativement les exigences économiques dans le programme de la coalition de la gauche. Les titres de l'article qui lançait la campagne électorale de LO sont bien caractéristiques de leur appro-

che de la question "Pourquoi des candidats ..." (LO, 19-25 décembre 1972). Cette politique fut appliquée en appelant à voter pour les candidats du PC et la plupart des candidats du PS au second tour, finissant ainsi par voter pour le front populaire tout en s'opposant à lui sur le papier.

La Ligue Communiste prit un net tournant vers le réformisme dans cette campagne électorale, en donnant un soutien critique au nouveau front populaire, appelant à voter pour tous les candidats de l'Union de la Gauche au second tour. Ils essayèrent de compenser cette lâche capitulation devant la bourgeoisie par de petits actes illégaux (comme par exemple faire entrer en fraude E. Mandel en France pour qu'il y parle) et du théâtre de rue "révolutionnaire." Un article sur la campagne électorale dans un des bastions du PC, Nanterre (où Henri Weber était candidat), parle de "caravanes rouges" aux couleurs chatoyantes, couvertes de drapeaux et de placards, de discours périodiquement interrompus par des "chants révolutionnaires," une troupe de théâtre de rue et un meeting sur la "libération sexuelle." La Ligue ne put jamais obtenir ses 7 minutes tant désirées d'apparition à la télévision.

Le soutien au front populaire par la section de l'ex-trotskyste Secrétariat Unifié est un scandale de l'ordre de celui du soutien de la section ceylanaise, le LSSP, au front populaire de Ceylan avec la nationaliste Bandaranaike en 1964. Il pouvait facilement justifier tacitement les attaques inévitables des masses par un régime de front populaire.

Cette position représente à un certain niveau une rupture avec les politiques précédentes de la Ligue, qui suivaient les secteurs étudiants gauchistes et essayaient tout simplement d'ignorer l'existence du PC et des syndicats. Ainsi en 1970 le Comité Central de la Ligue déclarait qu'une telle union de la gauche serait un nouveau front populaire. Aujourd'hui la Ligue prétend qu'au lieu de cela, c'est une "alternative réformiste globale" à la domination directe de la bourgeoisie et non un front populaire, car le PC a l'hégémonie de la gauche unie.

Mais à un niveau plus profond, ceci représente une continuation de la position pabliste fondamentale de capitulation devant diverses couches non prolétariennes et le reniement du rôle d'avant garde de la classe ouvrière dans la révolution socialiste. Les pablistes ont d'abord capitulé devant les bureaucraties staliniennes, par l'entrisme (c-à-d en fait l'immersion totale) dans les PC de l'Europe Occidentale.

Avec la "poussée de la jeunesse" dans les années 60, cela tourna à la capitulation devant Castro, Guévara, Ben Bella, Ho chi Minh, le terrorisme, la guérilla et autres choses à la mode. Aujourd'hui, avec les remous des militants de la classe ouvrière, il retourne à la bureaucratie, et cette fois même avec la bourgeoisie!

Le soutien à une "alternative réformiste globale" implique une liquidation totale du Léninisme. Cela signifie que des réformes de système sont possibles dans la période de déclin du capitalisme, désaveu direct de la théorie de Lénine sur l'impérialisme. Cela signifie que le Programme de Transition de la IV^e Internationale n'est plus valable. Cela correspond parfaitement à la théorie de Mandel sur le néo-capitalisme, qui prétend que les forces productives ont continué de croître après la deuxième guerre mondiale (et donc que la lutte pour des réformes -- déguisées en réformes "structurelles" -- sont à l'ordre du jour).

Ceci a été dit encore plus clairement dans un document récent de 36 militants du PSU petit-bourgeois qui sont entrés à la Ligue Communiste l'an dernier en déclarant:

"Quant à la IV^e Internationale, nous lui reconnaissons une série de mérites: pas seulement d'avoir transmis jusqu'aux nouvelles générations le filon du léninisme et les leçons de la lutte de l'opposition de gauche, mais aussi d'avoir pu comprendre à temps l'importance décisive de la révolution coloniale, la reprise après guerre du développement des forces productives et ses conséquences sur les luttes ouvrières, le rôle historique de la révolution indochinoise et l'émergence de nouvelles avant-gardes nées hors du carcan stalinien..."

- Rouge, 24 juin 1972

Toutes ces suites de développement, la révolution coloniale, la croissance des forces productives, le rôle historique de la révolution indochinoise, les nouvelles avant-gardes, sont en fait des désaveux de la IV^e Internationale. Bien sûr, on sait depuis un certain temps que le Secrétariat Unifié considérait le Programme de Transition comme un "document historique" dont seule la méthode serait encore valable aujourd'hui. Les militants du PSU ont au moins la décence de demander qu'on abandonne le programme et que la Ligue cesse de prétendre au Trotskysme.

"Le pronostique sur lequel s'est fondée la IV^e Internationale ne s'est pas réalisé dans la période qui a suivi sa fondation. Le programme qui accompa-

gnait sa naissance, le Programme de Transition, n'est plus un instrument adéquat pour les luttes d'aujourd'hui."

- Rouge, 24 juin 1972

Ce à quoi G. Filoche, membre du bureau politique de la Ligue, répond:

"Nous sommes pour que l'Internationale centralisée se donne les moyens de rédiger un nouveau programme de la Révolution mondiale. Ceci est à l'ordre du jour de ses deux prochains congrès."

- Rouge, 22 juillet 1972

Avec notre permission, camarades révisionnistes! Nous vous en prions: établissez ce nouveau programme qui rendra officiel votre abandon du Trotskysme. Le plus tôt sera le mieux.

L'Organisation communiste internationaliste

La position politique la plus contradictoire de cette campagne électorale fut celle de l'OCI. Ainsi, ils ont correctement orienté leurs tracts et écrits sur l'appel au PC et au PS à rompre avec la bourgeoisie et former un gouvernement ouvrier. Ils refusèrent de se joindre à la coalition à la gauche du PC avec LO et la Ligue et attaquèrent violemment la Ligue pour son soutien au nouveau front populaire.

Tandis que la Ligue et LO basaient leur campagne exclusivement sur l'aspect électoral -- et que la Ligue soutenait ouvertement le Front Populaire -- l'OCI fit une campagne-modèle intégré à son travail continu d'organisation:

"Jouer au 'grand parti' alors qu'il n'existe pas entre l'organisation révolutionnaire et les masses de la classe ouvrière et de la jeunesse les liens nécessaires à la constitution du parti révolutionnaire, serait, à partir d'un pitoyable bluff publicitaire substitué à la lutte pour l'organisation et la conviction, passer sur le terrain que délimite l'ennemi."

- Informations Ouvrières,

7-14 février 1973

En ne mettant que 20 candidats en jeu l'OCI avait la possibilité de concentrer ses forces et sa propagande. De plus, étant donné que la majorité des circonscriptions dans lesquelles l'OCI présentait des candidats était de composition largement ouvrière (12 d'entre elles ont éventuellement élu des candidats PC ou PS), ceci créait des conditions favorables pour une cam-

pagne d'exemple contre les réformistes et le front populaire.

Pourtant, si l'on peut juger la campagne électorale de l'OCI par la place qu'elle tenait dans sa presse, l'OCI fit peu pour exploiter ces conditions. Au lieu de cela, l'OCI faisait avec insistance campagne contre les scandales des personnalités gaullistes et radicales comme Kaspéreit, Giscard, Poujade, etc. Jusqu'à dix jours avant les élections la presse de l'OCI ne donna pas de place significative à sa campagne dans les bastions industriels. Il semble que l'OCI concentrait sa propagande sur les candidats bourgeois afin de justifier devant les bureaucraties réformistes mêmes son appel au PC-PS à rompre avec la bourgeoisie. Mais cette exigence implique qu'on s'adresse aux partis réformistes eux-mêmes pour mobiliser les rangs afin de faire échec à la politique de collaboration de classe des directions. Et en déclarant publiquement qu'il suffisait de chasser les radicaux pour former un gouvernement ouvrier (oublions le programme commun) l'OCI capitulait politiquement devant les agents staliniens et sociaux démocrates de la bourgeoisie.

Le fait de ne pas présenter une ferme opposition bolchevique au front populaire est directement liée à l'appel de l'OCI à voter pour des candidats PC ou PS là où eux-mêmes ne présentaient pas de candidats, c-à-d pratiquement partout, votant en fait pour l'Union de la Gauche.

Dans ces élections la SPARTACIST LEAGUE préconisait le vote pour les candidats OCI

et LO qui se présentaient contre le front populaire, tout en critiquant la capitulation impliquée en appelant à voter pour le PC-PS au 2^e (ou 1^{er}) tour. Nos préoccupations furent apparemment partagées en France. Une lettre à la rédaction de IO par un militant de (ou proche de) l'OCI dit en partie:

"Bien sûr tout n'est pas résolu pour autant et des problèmes se posent, auxquels nous ne répondons que très superficiellement. Ainsi, nous nous sommes trouvés confrontés au problème suivant:

"Dans l'hypothèse où le PC et le PS ne rompent pas avec les radicaux de gauche, en votant au premier tour, là où il n'y a pas de candidat de l'OCI, et au deuxième tour pour le PC et le PS, finalement nous votons pour l'union de la gauche et le programme commun.

"Une des discussions que nous pouvons mener, c'est bien sûr, alors que faut-il faire, faut-il s'abstenir? Faut-il boycotter ou bien malgré tout voter pour les organisations?"

-Informations Ouvrières,
7-14 février 1973

Nous espérons fermement que les camarades de l'OCI entreprendront cette discussion, car elle engage la question fondamentale de l'indépendance de classe du prolétariat contre une accommodation centriste avec les bureaucraties et à travers elles avec la bourgeoisie. ■

Pour un parti ouvrier!

[Cet article est extrait d'un article plus long, paru dans Workers Vanguard no. 13 (novembre 1972), intitulé "Un seul choix: Construire un parti ouvrier". Nous en avons extrait surtout la partie historique portant sur la question du "labor party" aux Etats Unis.]

La classe ouvrière a besoin de son propre parti de masse, contrôlé par elle et dirigé dans ses intérêts; un parti prolétaire qui avancerait son propre programme en son propre nom et qui lutterait pour un gouvernement ouvrier. Un tel parti avancerait des revendications qui seraient dans les intérêts de tous les travailleurs et contraires à ceux de la classe capitaliste; il mènerait des luttes de classe énormes qui, afin d'accomplir ces buts, s'achèveraient forcément par la prise du pouvoir par la classe ouvrière, l'expropriation des capitalistes

et la constitution de la société socialiste. Cependant, on ne peut pas créer un tel parti révolutionnaire de masse d'un jour à l'autre. Les nombreux petits "groupuscules" politiques qui se disent partis politiques ouvriers sont indignes de ce nom du point de vue du programme. La SPARTACIST LEAGUE, qui seule aux Etats-Unis maintient et défend un programme ouvrier conséquent, part du prémisses qu'il faut oeuvrer à la création du parti léniniste d'avant-garde à travers la défaite politique de cette prétendue gauche qui reste un obstacle à la conscience marxiste dans la classe ouvrière.

Les syndicats sont les seules organisations de masse de la classe ouvrière. Mais ils sont complètement dominés par des bureaucrates cyniques, corrompus et ouvertement pro-capitalistes qui sont liés intégralement aux deux partis capitalistes. C'-

est précisément cette bureaucratie avec ses liens innombrables au système et aux partis capitalistes qui empêche les masses laborieuses de s'engager dans la lutte pour leurs intérêts véritables à travers leurs organisations de masse. Ainsi des millions de travailleurs qui ignorent jusqu'ici le trotskisme révolutionnaire et la SPARTACIST LEAGUE ont un besoin immédiat d'un programme qui romperait la prise de cette bureaucratie réformiste et qui unifierait la classe ouvrière entière dans une lutte politique pour le pouvoir. Bien que le travail révolutionnaire dans les syndicats est extrêmement important à l'heure actuelle, les quelques cadres dont nous disposons ne peuvent espérer que donner un exemple de ce qu'il faudrait faire. Ils ne peuvent pas actuellement créer un parti ouvrier de masse par la seule croissance de leurs nombres et par le processus du regroupement révolutionnaire étant donné le rapport des forces actuel.

La revendication du "Labor Party"

C'est pour cette raison que les marxistes revendiquent un parti ouvrier basé sur les syndicats. Cette revendication tire son importance de la grande disproportion entre les forces ouvrières authentiquement marxistes et les syndicats réformistes, ce qui fait des syndicats l'arène principale où se jouera la lutte pour rompre avec la politique capitaliste. La revendication du "labor party" représente l'effort des communistes à instituer et à se lier avec des tendances au sein des syndicats qui rompent véritablement avec la bureaucratie au sujet de la question de l'indépendance des syndicats vis-à-vis des deux partis capitalistes.

La question du "labor party" (parti travailliste) a produit une adaptation à droite à travers l'histoire, commençant par Pepper et Lovestone dans les années 20 et continuant jusqu'à Wohlforth (la Workers League) dans la période actuelle. Leur position, qui voit le "labor party" comme une nécessité historique absolue, justifie une théorie opportuniste de la construction en deux étapes du parti d'avant-garde. Le point de vue des marxistes, au contraire, c'est que la revendication du "labor party" n'est qu'une tactique qui vise une partie du mouvement syndical et qu'elle représente la route la plus directe vers la construction du parti révolutionnaire d'avant-garde dans la période actuelle. Un "labor party" est une éventualité, mais il n'est aucunement la seule voie, voire la voie la plus souhaitable par laquelle naîtra un parti prolétaire de masse.

En outre, le slogan du "labor party" ne peut avoir qu'une signification délibérément réactionnaire s'il est séparé du programme ouvrier révolutionnaire trotskyste— c'est-à-dire le Programme de Transition. Ce slogan du "labor party" doit être considéré comme un véhicule pour la lutte en faveur de ce programme et du pouvoir prolétaire. Il vise ainsi à créer et à renforcer une direction communiste comme alternative à la bureaucratie existante. La position qui maintient qu'un "labor party" est une nécessité inévitable pour la révolution aux Etats-Unis est une justification pour ceux, tels que la Workers League, qui courent après la bureaucratie syndicale, faisant appel à elle plutôt que de lui opposer un programme révolutionnaire. La Workers League limite consciemment le programme du "labor party" à un programme qui ne contrecarre pas le réformisme des bureaucrates et qui mène à applaudir toute la rhétorique bureaucratique en faveur d'un "labor party" et à louer les déclarations que font des traîtres au prolétariat tel Abel (dirigeant du syndicat de la sidérurgie) dont l'unique et explicite logique est le chauvinisme et l'anti-communisme sans ambages, surtout au sujet du Vietnam.

Les Trotskystes et le "Labor Party"

Avant 1938, les trotskystes ne revendiquaient pas la formation d'un "labor party" reposant sur les syndicats. Trotsky faisait remarquer que la question n'était pas encore tranchée: à savoir si les ouvriers trouveraient leur expression politique première par l'intermédiaire d'une formation de masse reposant sur les syndicats ou bien à travers un parti révolutionnaire de masse composé plutôt de militants individuels.

Face à la crise capitaliste et au chômage très répandu du début des années 30, la bureaucratie de l'AFL (American Federation of Labor) poursuivait une politique routinière et archi-conservatrice qui s'est avérée désastreuse. Pendant ce temps la grande dépression provoquait un mouvement considérable à gauche parmi les masses, qui se reflétait dans la sociale-démocratie américaine (Socialist Party) par un accroissement du nombre des membres ouvriers et par le développement de formations centristes s'acheminant à gauche, telle l'American Workers Party de Muste. Des syndicats rouges initiés par les staliniens et les partisans de Muste ont également enregistré des avances surprenantes. Ces courants ont atteint leur point culminant en 1934. En cette année trois grèves générales ont éclaté à l'échelle d'une ville entière, et

toutes étaient dirigées par des rouges déclarés. A San Francisco, c'étaient les staliniens du Parti Communiste, à Minneapolis les trotskystes, et à Tolédo en Ohio, les partisans de Muste. Ainsi semblait-il que la construction d'un parti prolétaire de masse devait passer par un regroupement programmatique parmi les tendances socialistes, car celles-ci risquaient de mobiliser la classe ouvrière entière sans recourir aux autorités syndicales.

Les trotskystes ont cherché activement à profiter de cette conjoncture en tâchant de se joindre au mouvement principal des masses et à créer par la voie la plus directe possible un seul parti révolutionnaire d'avant-garde pour la direction des masses. Avec ce but, les trotskystes ont fusionné avec l'AWP de Muste en 1934 et sont entrés au Socialist Party deux ans plus tard. (La situation allait changer peu après) C'est à cause des conditions objectives de l'époque et des conjonctures tactiques favorables à la construction d'un parti d'avant-garde que les trotskystes se sont opposés à la revendication d'un "labor party," puisqu'il était évident qu'un tel parti ne pourrait être qu'un concurrent conservateur faisant obstacle aux vastes formations socialistes.

En 1935 donc, lorsque le Parti Communiste relançait temporairement le slogan du "labor party" comme partie intégrale de son virage à droite (s'éloignant de la "troisième période" et s'approchant du front populaire et du bloc avec Roosevelt), Max Shachtman qui était alors trotskyste, a écrit un article qu'il faudrait signaler, intitulé "Le problème du 'labor party'". Après avoir passé en revue l'histoire du mouvement "Farmer-Labor" des années 20, Shachtman a soulevé plusieurs arguments contre la revendication du "labor party." L'un des arguments constatait que les syndicats étaient devenus généralement moins progressistes et leurs bureaucraties plus réactionnaires depuis 1900 et que l'on ne pouvait prévoir aucun signe de changement. Etant donné ceci, le "labor party" qui se formerait aurait toutes les chances d'être délibérément réactionnaire; or il n'y avait aucune raison, expliquait-il, de croire que les USA devaient suivre l'exemple de l'Angleterre. Un autre argument plus fondamental et qui ne se limitait pas à une période spécifique était que n'importe quelle revendication en faveur du "labor party" impliquait forcément un programme réformiste: en témoigne la façon dont Pepper à la tête du PC des premières années a traité la campagne Farmer-Labor.

Des développements au sein du mouvement syndical américain allaient bientôt rendre

académique le raisonnement de Shachtman. La prise de conscience de la part des ouvriers et la force croissante des socialistes ne sont pas passées totalement inaperçues auprès des bureaucrates de l'AFL. Une partie de cette bureaucratie, dirigée par John L. Lewis et Sidney Hillman, a constaté que si l'AFL n'organisait pas les ouvriers des grandes industries, ce seraient les rouges qui le feraient à leur place. En dépit de la poussée significative des staliniens et de la croissance considérable des trotskystes, l'essor du CIO a renforcé qualitativement les syndicats par rapport au mouvement socialiste, renversant ainsi la poussée à gauche de la première période de la grande dépression.

D'autre part, l'effort employé à construire le CIO a vite fait d'user toutes les possibilités d'avancement de la classe ouvrière par le truchement du syndicalisme pur et simple, exposant ainsi le besoin d'une influence politique. Ceci exigeait que les dirigeants fondamentalement contre-révolutionnaires du CIO soudent les syndicats mieux que jamais aux partis capitalistes en les identifiant au Parti Démocrate de Roosevelt. Qui plus est, le "New Deal" a beaucoup renforcé l'autorité du Parti Démocrate aux yeux des ouvriers, le nombre des suffrages reçus par les Communistes et les Socialistes tombant de presque un million en 1932 à moins de 300,000 en 1936. Cette évolution historique étant intervenue, la question du "labor party" se retrouvait fermement inscrit à l'ordre du jour pour bien longtemps à venir.

En 1938, de l'initiative de Trotsky, et malgré quelque dissension à l'intérieur du parti, le Socialist Workers Party (SWP) a changé sa position au sujet du "labor party" et s'est décidé à faire de cette revendication un aspect principal de son programme. Trotsky a tranché le noeud gordien qu'était l'argument qui prétendait que quel que soit le "labor party" que l'on puisse revendiquer, ce constituerait un obstacle réformiste à la construction du parti révolutionnaire. Il expliquait que le SWP devait revendiquer un "labor party" qui mettrait à exécution le Programme de Transition. Au cours de cette discussion, il devenait clair dans quel contexte il faudrait insérer la revendication du "labor party" pour bien l'entendre (entre parenthèses, Shachtman avait renversé sa position, donnant l'occasion à Cannon de remarquer plus tard qu'il écrivait aussi bien d'un côté d'une question que de l'autre):

"Est-ce que nous devons donc nous transformer en un 'parti pour le "labor party"' comme les partisans de Lovestone ou de Thomas qui poursuivent une campagne abstraite, générale, universelle et perpétuelle en faveur du "labor party"? Ab-

solument pas. Nous avons besoin d'une position qui nous offre la possibilité de fournir les réponses révolutionnaires concrètes aux situations spécifiques au moment où elles se présentent."

- Max Shachtman et James Burnham, article destiné à la discussion représentant la majorité du SWP, 1938.

La revendication du "labor party" est donc une manoeuvre tactique, contournant une voie qui est bloquée pour retrouver une autre voie vers le même but. C'est une tactique destinée à répondre à un ensemble spécifique de circonstances historiques et à accomplir certains buts limités. Ce n'est pas censé se substituer à toute une stratégie révolutionnaire. Elle est semblable à la fusion avec l'AWP de Muste et à l'entrée au Socialist Party entreprises par les trotskystes avant 1938 en ce sens que c'est une autre parti sur des lignes de classe fondamentales. A tout moment nous sommes pour la construction du parti révolutionnaire d'avant-garde par la voie la plus directe possible; parti qui se mettra à la tête des masses dans la lutte de classes.

Les bureaucrates et les élections

L'attaque fondamentale actuellement lancée par les deux partis bourgeois contre le mouvement ouvrier prête à la revendication du "labor party" une pertinence plus grande que depuis une vingtaine d'années.

Les strictes limites du glissement des bureaucraties syndicales "à gauche" lorsqu'elles ont quitté la commission gouvernementale chargée de contrôler les salaires ("Pay Board") ainsi que leur caractère politique largement réactionnaire sont soulignés par la politique qu'a poursuivie l'AFL-CIO au cours des dernières élections. Constant que McGovern était déjà définitivement en tête des candidats Démocrates à la présidence, la bureaucratie sous la direction de Meany a fait le geste délibérément symbolique de soutenir à sa place le sénateur "de chez Boeing," Henry Jackson -- parmi tous les candidats, le plus conservateur sauf Wallace. La bureaucratie peut, bien sûr, attaquer McGovern (ou n'importe quel autre parlementaire bourgeois) pour ses votes anti-ouvriers, mais ce n'est pas le cas ici: cette opposition au Parti Démocrate vient nettement de la droite. La "neutralité" de l'AFL-CIO constitue en effet un appui à Nixon destiné à aider dans la restauration de la direction Humphrey-Jackson au Parti Démocrate après une défaite écrasante pour McGovern. L'hostilité que manifeste Meany envers McGovern est une fonction de son an-

ti-communisme et de son appui à l'aile aggro-militariste de la classe dominante américaine. La bureaucratie de Meany, reposant sur l'aristocratie du travail, se sent visée par la façon dont McGovern s'adapte au "populistes" de la Nouvelle Gauche. Le soutien effectif accordé à Nixon par la bureaucratie de Meany à un moment où Nixon attaque ouvertement les fondations mêmes des syndicats démontre une fois de plus que la bureaucratie syndicale actuelle est foncièrement incapable de créer un "labor party" combatif. Il existe une notion très répandue, commune aux opportunistes tels le SWP et la Workers League et aux gauchistes utopiques tel Marcuse, que ceux qui détiennent le pouvoir sont capables de se plier infiniment en réponse à une pression de la base. En réalité la politique que peut adopter un groupe au pouvoir, que ce soit une classe dominante ou une couche bureaucratique qui lui est subordonnée, est sévèrement limitée par les besoins et les attitudes de sa base sociale, formés par une synthèse complexe d'intérêts et de sa propre idéologie évoluée à travers l'histoire. C'est précisément la rigidité inévitable de ces groupes dominants enracinés qui rend nécessaires et possibles les révolutions, les bouleversements violents et le fractionnement d'organisations.

La bureaucratie syndicale actuelle est essentiellement un produit de la fin des années 30 et de l'épuration systématique de son aile gauche vers la fin des années 40 - début années 50. Ses propres attitudes sont inchangeablement définies par l'hégémonie politique dont jouit le Parti Démocrate dans le mouvement ouvrier depuis Roosevelt et par la guerre froide. Les liens entre la bureaucratie et l'aile Humphrey-Jackson du Parti Démocrate reposent sur d'innombrables relations politiques, sociales et financières. Les liens de cette bureaucratie avec l'impérialisme américain reposent non seulement sur un appui général à la politique étrangère du gouvernement des USA, mais aussi sur une intervention activement contre-révolutionnaire dans les mouvements ouvriers à l'étranger en collaboration avec la CIA et d'autres institutions du même genre. Au sein de la classe ouvrière la bureaucratie de Meany repose sur les ouvriers blancs, plus âgés et qualifiés qui sont organisés principalement dans les syndicats "artisans" ("craft unions") du bâtiment dont la plupart, avec les Teamsters (le syndicat des routiers) soutiennent Nixon ouvertement.

La bureaucratie peut se briser

La bureaucratie syndicale américaine, rigidement conservatrice et de plus en plus é-

loignée des rangs sur les plans politique aussi bien que social, est fragile à présent et peut se briser. Les nouvelles couches de jeunes ouvriers militants, surtout ceux qui souffrent doublement d'une oppression spéciale (tels les noirs et les ouvriers de langue espagnole) regardent la bureaucratie conservatrice et privilégiée des syndicats -- tout comme ils regardent les parlementaires "amis du travail" -- avec méfiance et ressentiment. De plus en plus cette bureaucratie conservatrice issue de la guerre froide trouve que son étreinte est bien précaire, puisque son rôle de "lieutenants du travail" dépend de sa capacité à détourner la militance croissante de la classe ouvrière dans une politique de collaboration de classe. Dans ce contexte la revendication du "labor party" en tant que partie intégrale de la lutte pour une direction révolutionnaire dans les syndicats et pour la construction d'un parti légaliste d'avant-garde devient même plus

urgente.

Le mécontentement surgissant de la classe ouvrière est capable de balayer de ses postes la bureaucratie enracinée, mais à défaut d'une direction puissante et possédant pleinement une conscience de classe, ceci pourrait finir simplement par remplacer les combattants discrédités de la guerre froide par une version plus sophistiquée de la même chose, armée cette fois d'une rhétorique sociale-démocrate pour duper la classe plutôt que des vieillesmatraques. Ceux qui avanceraient le slogan du "labor party" dépouillé d'avance de son programme de transition révolutionnaire, et en collaboration avec la bureaucratie syndicale plutôt qu'en enterrant les cadavres politiques des Meany et Woodcock, condamneraient la classe ouvrière à une victoire illusoire et à la consolidation d'une nouvelle façade "progressiste" qui poursuivrait avec plus d'efficacité la même trahison de classe. ■

Les élections présidentielles aux USA: Victoire pour Nixon

[Cet article est extrait d'un article paru dans Workers Vanguard no. 14 (décembre 1972).]

Richard Nixon a remporté une victoire décisive aux urnes lors du scrutin présidentiel du mois de novembre dernier. Son succès est dû au fait qu'il avait déjà éliminé virtuellement tout engagement direct des USA au Vietnam, signifiant la fin des pertes américaines. Il donnait l'impression d'être en train d'effectuer de nombreuses manoeuvres dans de hauts lieux avec le but de ramener "la paix" et, par le moyen d'une expansion capitaliste, de jeter les bases d'une nouvelle prospérité entraînant un nombre accru d'emplois. Surtout parce que les "boys" américains ne rentraient plus en cercueil, Nixon avait effectivement tenu sa promesse que la question du Vietnam ne jouerait aucun rôle dans les élections de 1972. Ceci était un préalable de la nouvelle "politique Nixon" -- politique qui n'empêche nullement l'emploi des troupes américaines à l'avenir mais qui dans sa campagne pour une adhésion ravivée devait commencer par supprimer cette immense source de mécontentement de la décennie précédente qu'était la guerre.

La position des réformateurs pro-impérialistes, surtout dans la version mise en avant par le fils-de-pasteur George McGovern,

ne se distinguait plus que par quelques objections moralisatrices au "péché" des bombardements américains, etc. Etant donné un contexte où manque largement la conscience que la société est divisée en deux classes fondamentales, où la plupart des classes ouvrière et moyenne continuent à se leurrer que le gouvernement est "le leur" -- une illusion colportée tout aussi volontiers par les réformateurs que par les conservateurs -- la position tenue par McGovern équivalait pour ainsi dire à une déclaration de la culpabilité des citoyens américains eux-mêmes pour les crimes du gouvernement impérialiste des Etats-Unis. De cette façon Nixon bénéficiait de la colère et de l'exaspération produites par des années de propagande réformatrice reprochant implicitement ou explicitement aux travailleurs ces "injustices" telles que la guerre, l'oppression raciale, l'inflation. Les apôtres les plus loquaces du "Tiers-Monde" au sein de la Nouvelle Gauche raisonnaient de façon semblable, et les travailleurs les identifiaient à la même couche sociale privilégiée que les réformateurs bourgeois.

La question raciale

Nixon avait déjà réussi à arracher la même de la question du Vietnam en minant le

port de Haiphong sans que les dirigeants russes ne disent mot, ce qui permettait aux questions domestiques d'occuper la scène -- et avant tout la "question raciale." Les résultats des élections montrent que Nixon a reçu l'appui de tous les adeptes du racisme George Wallace, et qu'il a eu une victoire facile dans les zones où la controverse à propos du "busing" (le transport des enfants dans des autobus à des écoles en dehors de leurs quartiers afin d'obtenir un équilibre racial) avait été la plus chaude, comme par exemple au Michigan. Ceci malgré la campagne entreprise en faveur de McGovern par le syndicat des travailleurs de l'automobile (UAW: United Auto Workers) qui sont très nombreux au Michigan. Pendant ce temps McGovern ramassait un appui ferme uniquement de la part des noirs et des très pauvres. Ses prononcements évasifs sur la question du "busing" étaient un affront à tout le monde au lieu d'un programme.

La riposte de Nixon aux réformateurs était semblable sur les plans international et racial: "Ne vous occupez pas des ennuis d'autres nations, d'autres races, disait son appel, fiez-vous au gouvernement pour créer une prospérité reposant sur l'expansion capitaliste et la paix, l'ordre et le statu quo." Dans un pays totalement dominé par la politique capitaliste, aucun groupe minoritaire de la classe ouvrière ne peut s'avancer sans avoir l'air de menacer les autres travailleurs. Les ouvriers blancs de nationalité minoritaire et les couches inférieures de la classe moyenne vivent eux-mêmes à un niveau si bas qu'ils risquent à tout moment de tomber à celui du ghetto noir. Ils sont harcelés de chômage, d'impôts croissants, etc. Or, à leurs yeux ces noirs et réformateurs qui font des réclamations à l'"establishment" sont une menace: ce que la classe dirigeante "donne" aux noirs, c'est eux qui le paieront. Ainsi des millions d'ouvriers -- battus toute leur vie, devenus des scories humaines, les mains vides après des années d'exploitation -- deviennent volontiers des alliés politiques de Nixon et de la classe dominante dans la double oppression raciste des noirs et autres minorités, et dans le génocide des paysans vietnamiens. Cette réaction provient du manque total de la plus petite ombre d'une alternative politique prolétaire depuis les années 40. La gauche a complètement manqué de progresser au delà de la Nouvelle Gauche, du réformisme et du ballon actuellement crevé qu'était le "mouvement" anti-guerre, dominé par la bourgeoisie. Son incapacité à trouver les questions centrales d'un programme et d'une orientation prolétaires a permis que la classe ouvrière reste dans cet état déplorable

d'arriération et de division jusque dans les années 70.

Les élections ont démontré à quel point les deux partis bourgeois sont fragmentés. Ils se composent d'une pléthore d'individus carriéristes, de cliques et de groupes de pression ainsi que du mouvement syndical officiel qui court après les divers candidats capitalistes. Afin d'aider la bourgeoisie à restaurer quelque semblance de "choix électoral" (et aussi pour sauver la peau de ses compères du Parti Démocrate devant les dents de la vieille machine politique), McGovern a suggéré avec ménagement une redistribution des deux partis pour différencier clairement réformateurs et conservateurs, selon la vieille formule sociale-démocrate.

L'alliance solide du mouvement syndical officiel avec le Parti Démocrate, établi lors du "New Deal" des années 30 afin de donner l'illusion d'un programme et d'un parti prolétaires, est en miettes à présent, rendant encore plus vulnérables toutes les ailes de la bureaucratie. George Meany, président du AFL-CIO, est le chef de file de ceux qui cherchent à rétablir la vieille coalition. A part Nixon lui-même, il est probable que personne n'ait trouvé plus de plaisir que Meany à voir les résultats des élections, puisqu'ils fournissaient le moyen d'écraser les réformateurs style McGovern et de faire rentrer des conservateurs tels que John Connally, Richard Daley, maire de Chicago, et Henry Jackson au Comité National du Parti Démocrate. Ceci devrait servir de leçon à la Workers League (du Comité International de Gerry Healy) qui a annoncé avec exaltation que la position "neutre" de Meany signifiait qu'il rompait avec la vieille coalition et avec la politique capitaliste en général, et faisait appel à lui pour former un parti travailliste ("labor party"). Tandis que toutes les ailes de la bureaucratie se coudoient pour redéfinir la "position politique du travaillisme," aucune aile ne songe à former un "Labor Party". Les déclarations que faisaient quelques dirigeants en menaçant de former un "labor party" (bien avant que l'élection ne commence pour de vrai) n'étaient jamais destinées à des pourparlers sérieux, mais plutôt aux idiots crédules et aux cyniques tels que la Workers League, qui façonne consciemment toute sa politique avec de telles absurdités (voir Workers Vanguard, no. 13, novembre 1972).

Quelques dirigeants centraux du AFL-CIO tels que Beirne (Communications Workers of America, CWA) et Smith (International Association of Machinists, IMA) donnaient leur appui à McGovern, rompant ainsi avec Meany

pendant les élections. Cet apparent mouvement à gauche était également destiné à des sots tels que le Parti Communiste (USA). Parmi les grands de la bureaucratie, Meany jouit maintenant d'un prestige augmenté même chez les enfants prodiges qui intriquaient simplement, afin de s'assurer une bonne position pour les combats inévitables au cas où Meany se fasse renverser.

La "campagne" électorale qu'a entreprise le PCUSA lui-même était complètement frauduleuse, visant à "chasser Nixon" plutôt que d'être dirigée contre les deux candidats capitalistes avec une force égale; elle constituait un soutien maquillé à McGovern. Et au sein des syndicats, bien sûr, personne ne pouvait se méprendre à propos des défenseurs du PC qui ne se distinguaient guère de tous les bureaucrates de "gauche" du camp McGovern. L'organe du PC, Daily World ("le monde quotidien"), chantait les louanges de cette section de la bureaucratie ouvrière et l'encourageait frénétiquement. Mais tous les Beirne, Smith et Woodcock (UAW) ont essentiellement le même appétit: l'appétit de s'avancer personnellement en premier lieu, et ensuite seulement de faire avancer "leur" petite partie de la classe ouvrière quand c'est possible, et ce uniquement lorsque ce progrès repose sur et ne contrecarre pas l'avancement de "leurs" capitalistes. Ainsi le voyage de l'ambitieux Woodcock aux pays du bloc soviétique pendant la ruée de marchandages avec les capitalistes -- censée créer des emplois naturellement (en ceci Woodcock ressemble tout à fait aux capitalistes. Qui d'entre eux ne prétend pas que tous ses marchandages visent uniquement ce but?) -- ce voyage n'a pu, ironiquement, qu'aider Nixon au lieu de McGovern puisque c'est Nixon qui a fourni le cadre diplomatique de cette expansion capitaliste "pour créer des emplois."

Tandis que le PCUSA vantait les négociations de paix au Vietnam en qualifiant leur résultat de "victoire" pour le FLN et la RDV, dénonçait les tergiversations de Nixon et appuyait vigoureusement McGovern, il préférerait ne pas remarquer la confiance en Nixon qu'exprimait la bureaucratie de Moscou. Tout en notant machinalement les arguments habituels concernant le "monde mal" à propos de McGovern, les dirigeants soviétiques mettaient l'accent sur l'attrait de Nixon aux yeux des électeurs à cause de l'amélioration des "relations soviéto-américaines." Immédiatement après les élections ils ont expédié à Nixon un télégramme élogieux et ont publié une analyse des résultats qui déclarait: "McGovern, qui est la principale opposition au président Nixon, ne pouvait offrir aux électeurs que les déclarations qui se modifiaient au cours de la

campagne électorale, tandis que les représentants de l'Administration actuelle, y compris Nixon lui-même, se réfèrent à maintes reprises dans leurs discours à l'accord intervenu avec la RDV pour mettre fin à la guerre." (New York Times, 9 novembre 1972).

Contrairement au Parti Communiste, le Progressive Labor Party (PL) a honte de son appui à McGovern. PL, qui a fait bien du chemin depuis son départ du PC en 1963, essaie de faire le silence au sujet de son retour à la position du PC qui soutient le "monde mal" parmi les candidats capitalistes. PL se refuse à avouer que ses membres, déguisés en membres indépendants du "mouvement McGovern," travaillaient au sein de l'organisation "Grassroots for McGovern" (militants locaux pour McGovern) à Boston. Avec cette entrée semi-clandestine dans "l'aile gauche" du Parti Démocrate, PL a achevé son virage à droite amorcé il y a un peu plus d'un an. A présent il a poussé à sa fin logique l'alliance expérimentale de SDS (Students for a Democratic Society, organisation de jeunesse impulsée par PL) avec les partisans "sincères" de McGovern (New Left Notes, octobre, 1972) et son appel au gouvernement américain de cesser d'être raciste et d'opprimer le peuple (Anti-Racism Bill; projet de loi anti-raciste). Il a prouvé que bien qu'il ait rejeté des éléments importants du stalinisme, il n'a jamais vraiment abandonné la collaboration de classe fondamentale du Parti Communiste. Il a traversé plutôt un nombre de phases composées principalement de gauchisme, ce qui trahissait sa peur de son propre opportunisme.

Vers une opposition communiste!

Le pourcentage des abstentions dans cette élection est le plus grand depuis 1948, démontrant ainsi un désenchantement profond, bien qu'à peine ébauché, avec les partis capitalistes. En plus les suffrages qu'ont récolté le PC et le SWP (Socialist Workers Party) dont les candidats étaient inscrits dans plusieurs états sont l'indice d'une faim d'une alternative. Les suffrages accordés au PC en particulier, étant donné sa ligne pseudo-prolétaire, son orientation syndicale, son appel intense et séducteur aux noirs par le truchement de sa campagne en faveur de Angela Davis, etc., démontraient l'existence d'une partie de la classe ouvrière qui cherche des réponses radicales et une politique socialiste, bien que ces campagnes n'aient d'aucune façon constitué un mouvement vers cette politique.

Le parti des Independent Socialists, qui a appelé à voter pour le candidat du SWP ou

du SLP (Socialist Labor Party), et la Workers League, qui a donné un appui "critique" au SWP, étaient motivés d'opportunisme pur et démontraient leur mépris total du concept léniniste de travail électoral et du "soutien critique." Ni l'IS ni la WL ne pouvait trouver une raison suffisante pour vraiment militer en faveur de ces candidats au sein du mouvement syndical, l'IS étant seul pourtant à l'avouer. De vrais léninistes ne donnent pas leur soutien à des candidats simplement pour faire enregistrer de des voix, mais plutôt avec l'unique but de construire un mouvement capable à la fin d'installer la classe ouvrière au pouvoir avec ses propres structures politiques. Ceci exige un élément réel d'accord programmatique avec le(s) candidat(s) du point de vue d'un programme marxiste révolutionnaire. Voilà ce qui manquait totalement dans les deux cas: l'élément d'un programme prolétaire de la part des candidats aussi bien que l'élément d'accord de la part de l'IS et du WL.

Etant donnés l'isolement et la rigidité des dirigeants dédaigneusement conservateurs du mouvement syndical -- le seul mou-

vement de masse organisé de la classe ouvrière américaine -- et l'humeur extrêmement rebelle, agitée et combative d'immenses sections du prolétariat industriel, les conditions objectives existent pour qu'une avant-garde révolutionnaire aguerrie s'inspirant du Programme de Transition trotskyste fasse de vastes gains dans la période à venir. Un tel développement pourrait entraîner un changement qualitatif dans le rapport des forces au sein du mouvement ouvrier; ce qui permettrait à ce dernier de lancer une contre-attaque aux offensives et à la nouvelle stabilisation impérialiste imposées par Nixon, et mettrait en question l'existence de la bureaucratie réformiste à l'avenir. Il aurait également pour effet d'ouvrir la voie au développement d'une direction révolutionnaire parmi les noirs et autres couches opprimées pour mener une offensive sur toutes les questions sociales essentielles. Il poserait directement la question de la construction d'un parti prolétaire de masse qui détruirait la domination de la politique capitaliste au sein du mouvement syndical et lutterait pour un gouvernement ouvrier. ■

La conférence de Londres du Comité International (1966)

À la deuxième conférence du Comité International, à Londres en avril 1966, la délégation du groupe Spartacist fut exclus sous le prétexte que le camarade Robertson aurait violé les règlements de la conférence parce qu'il avait manqué à une session (bien que sans lui la délégation ait les pleins pouvoirs organisationnels tout de même). Les deux textes reproduits ici sont: (1) la déclaration lue par le camarade Robertson avant l'exclusion de notre délégation et (2) les remarques faites par notre délégation au cours de la discussion du Rapport Politique de Cliff Slaughter du Comité International le 6 avril 1966 par le camarade Robertson au nom de la délégation Spartaciste.]

Sur l'exclusion de la Spartacist League

Camarades:

Nous croyons que c'est porter atteinte à la pratique léniniste que de demander qu'un

camarade affirme devant ses camarades ce qu'il ne croit pas. J'ai dit et redit en substance que si j'avais su l'existence du règlement, j'y serais resté fidèle. J'assure aux camarades que mon action ne visait en aucune façon à constituer une violation des procédures qui gouvernent la conduite des individus participant à la Conférence. Cependant, l'on considère que cela ne suffit pas. Par contre, en guise de discipline, l'organisation Spartacist a du subir une série d'attaques calomnieuses en dépit de notre accord fondamental sur la nécessité de combattre le révisionnisme. Ceci représente une tentative de substituer au centralisme démocratique international pour la section américaine, un mécanisme non pas de conscience et de discipline, mais de peur et d'obéissance. C'est ainsi que l'on a sauté sur un incident sans importance: une violation non-intentionnelle du protocole et qu'on l'a gonflé délibérément et de façon préjudiciale pour qu'il prenne les proportions d'une incrimination d'arrogance petite-bourgeoise et de chauvinisme impérial américain.

Si les camarades procèdent à notre exclusion de cette conférence, nous ne deman-

dons que ce que nous avons déjà demandé: qu'ils étudient nos documents, y compris celui sur le travail aux États-Unis qui est maintenant devant vous; qu'ils étudient notre travail à travers les mois et les années à venir. Nous ferons de même. Une unification des forces Trotskyistes authentiques sera réalisée, malgré ce revers tragique.

James Robertson,
Spartacist.

Rapport de la délégation Spartaciste

Au nom du groupe Spartacist je salue cette conférence convoquée par le Comité International.

C'est la première participation internationale de notre tendance; nous apprécions profondément la possibilité d'entendre et d'échanger des points de vue avec les camarades du mouvement mondial. Et nous croyons donc que nous sommes tenus de vous présenter nos positions précises, dès lors qu'elles soient à la fois pertinentes et distinctes sans les adapter ou les modifier dans le seul but d'une fausse unanimité, qui nous desservirait tous, puisque aussi bien nous pensons avoir quelques aperçus valables à offrir.

Nous sommes présent à cette conférence sur la base de notre accord fondamental avec la résolution internationale du C.I. De plus, le rapport du camarade Slaughter nous a paru solidement communiste, de part en part unifié par une détermination révolutionnaire.

1. Qu'est-ce que le Pablisme?

Le point central de la Conférence est "la reconstruction de la IV^e Internationale, détruite par le pablisme." Il est donc juste que la question "qu'est-ce que le pablisme?" ait été largement discutée. Nous ne pensons pas que le pablisme n'est que l'expression de courants organiques du réformisme et du stalinisme, n'ayant pas de racines dans notre mouvement. Nous ne pensons pas non plus -- comme le fait Voix Ouvrière -- que le pablisme puisse être expliqué simplement en faisant référence à la composition sociale petite-bourgeoise de la IV^e Internationale: pas plus que l'on ne peut expliquer la nature d'une maladie en faisant référence au corps affaibli dans

lequel des microbes particuliers se sont installés.

Le pablisme est une réponse révisionniste aux nouveaux problèmes posés par l'expansion stalinienne après 1943. Et le pablisme a été combattu, à l'intérieur du mouvement, par une mauvaise "orthodoxie," représentée jusqu'à ces dernières années par Cannon. Il nous faut répondre à de nouveaux défis de façon authentiquement orthodoxe: comme le dit Gramsci, il faut développer la doctrine marxiste dans sa direction propre, non pas en cherchant l'absorption éclectique de nouveaux éléments étrangers, comme l'a fait le pablisme. La pression qui produisit le pablisme commença en 1943, faisant suite à l'échec de la perspective mise en avant par Trotsky, de l'effondrement de la bureaucratie soviétique et de nouvelles révolutions d'Octobre au lendemain de la guerre. Cet échec fut la conséquence de l'incapacité à forger des partis révolutionnaires. Après 1950, le pablisme domina la IV^e Internationale. Ce fut seulement quand les résultats du pablisme apparurent clairement qu'une section de la IV^e Internationale hésita. A notre avis, le mouvement "orthodoxe" doit encore faire face aux nouveaux problèmes théoriques qui rendirent possible le pablisme en 1943-50 et occasionnèrent une scission partielle en 1952-54.

Le combat contre le pablisme est la forme historique spécifique d'une lutte continuellement nécessaire contre le révisionnisme, qui ne peut finalement être résolue dans le cadre du capitalisme. Bernstein, Boukharine et Pablo, par exemple, ont été nos adversaires au cours de phases particulières de cette lutte, laquelle est à la fois nécessaire et inévitable et ne peut être "résolue."

Telles sont quelques unes de nos positions à propos du pablisme. Elles ne sont pas exhaustives, car elles sont déterminées par les aspects particuliers du pablisme qui ont surgi dans notre propre lutte contre lui.

Nous contestons l'idée que la présente crise du capitalisme serait si aigue et profonde que le révisionnisme trotskyste deviendrait nécessaire pour intégrer les travailleurs de façon comparable à la dégénérescence des II^e et III^e Internationales. Une telle erreur d'estimation aurait pour origine une énorme surestimation de notre importance actuelle et serait conséquemment désorientante.

Nous ferions mieux de nous concentrer sur ce que Lénine disait à propos des cri-

ses variées et multiformes qui assaillent l'impérialisme (un système essentiellement en crise dès avant 1914). Lénine faisait remarquer qu'il n'y a pas de situation impossible pour la bourgeoisie; il faut la chasser. Autrement, les "crises" sont l'ordinaire de l'existence des mécanismes et des agences de l'impérialisme, qui se débrouille d'une année à l'autre. A présent, en fait, leur tâche est plus facile après l'éclatement terrible du mouvement des travailleurs Indonésiens; ajoutez à cela les autres revirements qui démontrent la dépendance des révisionnistes envers les couches petites-bourgeoises et bureaucratiques, tel l'amollissement de l'URSS, l'isolement de la Chine, l'Inde sous la botte, l'Afrique stabilisé de façon "satisfaisante" et Castro prisonnier de la Russie et des USA. La leçon centrale de ces épisodes est la nécessité de construire des partis révolutionnaires ouvriers, c-à-d de renforcer notre capacité à intervenir dans la lutte.

2. Tactiques anti-pablistes

Un camarade français l'a bien exprimé: "il n'y a pas de famille du Trotskysme." Il y a seulement le programme correct du Marxisme révolutionnaire, lequel n'est pas un parapluie. Néanmoins, il y a aujourd'hui quatre courants internationaux organisés, tous prétendant être trotskyste et désignés comme "Trotskyste" de façon conventionnelle. Cet état de choses ne peut être résolu qu'à travers des scissions et des fusions. La raison de cette apparence de "famille" est que chacune des quatre tendances - le Secrétariat Unifié, la "Tendance marxiste révolutionnaire" de Pablo lui-même, la "Quatrième Internationale" de Posadas et le Comité International - se trouve être dans certains pays l'unique groupe organisé se réclamant du Trotskysme. En sorte qu'elles attirent tous les prétendus trotskystes de leurs régions et supprime la polarisation: il n'y a ni lutte ni différenciation qui attireraient quelques uns et obligeraient les autres à évacuer leur prétensions à se penser révolutionnaires et Trotskystes. Ainsi, quand plusieurs camarades de la Spartacist League allèrent à Cuba, nous vîmes que le groupe trotskyste du pays, membre de l'Internationale de Posadas, était en gros composé d'excellents camarades, menant une lutte valeureuse dans des conditions difficiles. Les discours d'aujourd'hui des camarades Ceylanais et Dancis représentant les sections de gauche du Secrétariat Unifié, reflètent de tels problèmes.

L'éclatement partiel des forces du Secrétariat Unifié - l'expulsion de Pablo, la trahison ceylanaise, la ligne de collabora-

tion de classe du SWP à propos de la guerre au Viet Nam, l'abaissement de Mandel devant l'héritage de la Social-démocratie belge - tout cela prouve que le temps est passé où la lutte contre le pablisme pouvait se développer à l'intérieur d'un cadre organisationnel commun au niveau international. Et l'expérience particulière de nos groupes aux Etats-Unis, qui furent exclus simplement en raison des positions qu'ils défendaient sans aucun droit de faire appel, démontre à l'envie, s'il en était encore besoin, que le Secrétariat Unifié ment effrontément quand il prétend inclure le Trotskysme entier.

Jusqu'à présent, selon notre façon de voir, nous n'avons pas très bien réussi à écraser les pablistes. L'impact des seuls événements, quelque favorable qu'ils puissent nous être objectivement, ou quel que soit le démenti cinglant qu'ils infligent aux doctrines révisionnistes, ne sera pas suffisant. Aux Etats-Unis, l'éclatement de l'aile gauche du SWP au cours de ses cinq années d'histoire, fut une grande chance pour la direction révisionniste du SWP.

Aujourd'hui, notre lutte contre les pablistes doit se mener principalement à l'extérieur de leurs organisations: néanmoins, dans de nombreux pays une période de fronts uniques et de pénétration organisationnelle dans les groupements révisionnistes demeure nécessaire afin de mener à bien la lutte pour la reconstruction effective de la IV^e Internationale, laquelle trouvera son achèvement réel dans un congrès mondial dont l'objet sera d'en jeter les bases nouvelles.

3. Eclairer la théorie

Les expériences des luttes algériennes et cubaines ont une importance particulière à cause de la lumière qu'elles jettent, chacune d'un côté différent, sur la distinction décisive entre d'une part la conquête de l'indépendance nationale dans un cadre bourgeois et d'autre part les révolutions de type chinoise, qui mènent à une véritable rupture avec le capitalisme mais qui s'inscrivent pourtant dans les confins d'une couche bureaucratique au pouvoir.

Deux éléments décisifs sont communs à toute la série de bouleversements menés par les directions de type stalinien (en Yougoslavie, en Chine, à Cuba, au Vietnam): 1^o Une guerre civile de type paysanne-guérilla qui en premier lieu arrache le mouvement paysan de la domination immédiate impérialiste pour lui substituer une direction pe-

tite-bourgeoise; et qui à la suite, si elle est victorieuse, saisit les centres urbains et de son propre élan brise les relations de propriété capitalistes, en nationalisant l'industrie sous la nouvelle direction bonapartiste qui est en train de se consolider. 2° L'absence de la classe ouvrière en tant que concurrente dans la lutte pour le pouvoir social et en particulier l'absence de son avant-garde révolutionnaire. Ceci permet aux couches petites-bourgeoises de la société un rôle exceptionnellement indépendant et empêche qu'elles se divisent comme cela se produisit lors de la révolution d'octobre quand les couches les plus militantes de la petite-bourgeoisie furent tirées derrière la classe ouvrière révolutionnaire.

Il est pourtant évident qu'il faut une révolution politique supplémentaire afin de frayer le chemin au développement socialiste; alternativement, ce qui s'impose dans les premières phases (telles qu'au Viet Nam à présent) c'est l'intervention active de la classe ouvrière en vue d'assurer l'hégémonie sur la lutte pour la libération nationale et sociale.

Seuls les pablistes et ceux qui croient avec eux que les bureaucraties stalinienne (du moins quelques-unes d'entre elles - celles, par exemple, de Yougoslavie, de Chine ou de Cuba) sont capables de constituer une direction socialiste révolutionnaire peuvent tirer de cette thèse une conclusion qui nie le rôle central du prolétariat dans la révolution sociale.

Au contraire, précisément, la paysannerie petite-bourgeoise, même dans les conjonctures historiques les plus favorables, n'a pu trouver une troisième voie, une voie ni capitaliste ni prolétaire. Plutôt tout ce qui a résulté des expériences chinoises et cubaines, c'est un état du même ordre que celui qui est issu de la contre-révolution politique de Staline en URSS, de la dégénération de la révolution d'Octobre. Voilà ce qui nous amène à qualifier ces états de "états ouvriers déformés." Et l'expérience vécue depuis la deuxième guerre mondiale, si elle est interprétée de juste façon, offre non point une raison de s'écarter de façon révisionniste de la perspective et de la nécessité du pouvoir révolutionnaire du prolétariat, mais constitue plutôt une grande justification de la théorie et des conclusions marxistes dans des circonstances nouvelles et inattendues.

Faiblesse et confusion

De nombreuses prises de position du Comité International démontrent une faille ou

une confusion théorique à cet égard. Aussi prétend-on dans la Déclaration du Comité International concernant la chute de Ben Bella:

"La où l'état revêt une forme bonapartiste, comme en Algérie ou à Cuba, le type de 'révolte' qui eut lieu les 19-20 juin à Alger est à l'ordre du jour."
Newsletter, 26 juin 1965

Le taux de nationalisation en Algérie se monte actuellement [1966] à environ 15% de l'économie nationale, tandis que l'économie cubaine est pour ainsi dire entièrement nationalisée. Il est probable que la Chine retienne des vestiges plus importants de sa bourgeoisie. Si la bourgeoisie cubaine est effectivement "faible," comme l'affirme le Comité International, on ne peut constater qu'une chose: c'est qu'elle a dû se fatiguer au cours de sa longue nage vers Miami en Floride.

Cependant, la résolution actuelle du Comité International intitulée "Pour la reconstruction de la IV^e Internationale" traite la question très bien:

"De la même manière, l'Internationale et ses partis sont la clé des problèmes de la lutte de classe dans les pays coloniaux. Les leaders nationalistes petit-bourgeois et leurs collaborateurs staliniens bloquent la lutte au niveau de la libération nationale ou, au mieux, d'une version du "socialisme dans un seul pays" appuyée sur la subordination à la politique de coexistence de la bureaucratie stalinienne. De cette manière, tous les gains remportés par la lutte des ouvriers et des paysans, non seulement dans le monde arabe, en Inde en Asie du Sud-Est, etc., mais aussi en Chine et à Cuba /c'est nous qui soulignons/, restent à l'intérieur des limites de la domination impérialiste, ou sont exposés à la contre-révolution et à l'intervention impérialiste (l'alignement contre la Chine, la crise des missiles à Cuba, la guerre au Viet-Nam, etc.)."

-La Vérité, No. 532, p.43

C'est avec raison que ce passage met Cuba clairement au même rang que la Chine, mais pas que l'Algérie.

Le document présenté il y a plusieurs années par la section française du Comité International souffre, à notre avis, d'une faiblesse centrale. Il voit une correspondance entre la révolution cubaine et l'expérience espagnole des années 30. Cette analogie n'est pas simplement déficiente: elle met l'accent sur ce qui n'est prédé-

ment pas commun aux luttes espagnole et cubaine, c-à-d la véritable révolution ouvrière qu'écrasèrent les staliniens en Espagne.

Surmonter une mauvaise méthode

A notre avis ce réflexe simpliste du Comité International a renforcé les pablistes contre nous. Le C.I. doit nier la possibilité d'une transformation sociale menée par la petite bourgeoisie afin de défendre la validité et la nécessité du mouvement révolutionnaire marxiste. C'est une mauvaise méthode: au fond elle confond l'état ouvrier déformé avec la voie vers le socialisme. C'est l'erreur pabliste tournée à l'envers. Elle constitue une négation profonde de la conception trotskyste qui affirme que la caste bureaucratique au pouvoir est un obstacle que doivent renverser les ouvriers avant qu'ils ne puissent avancer.

L'analyse théorique faite par la Spartacist League à propos des régions arriérées du monde renforce, à notre avis, les prises de position programmatiques que nous partageons à l'échelle internationale avec les camarades du Comité International.

4. Construire la section américaine

L'aspect principal de notre tâche qui peut être obscur pour nos camarades à l'étranger, c'est la question des noirs. Elle a une importance critique et immédiate. A moins de trouver la juste tactique pour aborder les jeunes militants et ouvriers noirs, notre section ne pourra pas s'enraciner dans les masses étant donné les conditions américaines.

Nous nous sommes efforcés d'acquérir une bonne compréhension théorique au cours de notre lutte fractionnelle au sein du Socialist Workers Party contre la ligne de nationalisme noir qui liquide une perspective révolutionnaire. Nous défendons la thèse que les Noirs aux USA constituent une caste de couleur opprimée qui se concentre en gros dans la classe ouvrière où elle forme une couche surexploitée. Nous avons acquis une expérience considérable vu le nombre restreint de nos cadres et malgré une composition sociale qui n'a pas encore dépassé 10% de Noirs environ. Nous avons un noyau dans Harlem à New York. Nous sommes intervenus de diverses façons dans le ghetto noir au cours des désordres des étés 1964-65, acquérant ainsi une expérience précieuse.

Le reste des remarques ne furent pas rédigées avant d'être prononcées; ce qui suit

est reconstruit du brouillon. La question de la propagande et de l'agitation ne fut pas abordée très largement dans ce rapport. Elle se trouve pourtant dans le "projet de document sur les tâches" assemblé par la Spartacist League la veille du jour où se délivra ce rapport. Aussi reproduisons-nous ici la partie de ce document qui a trait à cette question.

A l'égard de notre travail dans le sud des Etats-Unis, notre projet de document affirme que "notre accomplissement peut-être le plus impressionnant jusqu'à présent, c'est la construction de plusieurs comités d'organisation de la Spartacist League dans le sud, y compris à la Nouvelle Orléans. Dans des termes absolus, ceci n'est qu'un pas relativement modeste et ne fait que nous munir d'un tremplin pour un travail systématique. Ce qui est impressionnant c'est qu'aucune autre organisation se voulant révolutionnaire n'a actuellement de base, si petite soit-elle, dans le sud."

Noir et blanc

La question raciale aux USA diffère de celle qui se pose en Angleterre. Elle se situe en fait à mi-chemin entre la situation en Angleterre et celle en Afrique du Sud. Ainsi quelques 2% seulement de la population britannique sont de couleur; par contre en Afrique du Sud plus des deux tiers des habitants sont noirs. Aux Etats-Unis si quelques 20% de la population entière sont noirs ou de langue espagnole, parmi la classe ouvrière, étant donné la concentration écrasante des Blancs dans les classes supérieures, les noirs et ceux de langue espagnole comprennent quelques 25 à 30%.

La signification de ceci, c'est qu'en Angleterre l'intensité d'exploitation se répartit de façon inégale mais assez régulière à travers une classe ouvrière essentiellement homogène. A l'autre extrême, en Afrique du Sud, les ouvriers blancs ont un revenu dix fois supérieur à celui des noirs vivent eux-mêmes en bonne partie aux dépens des noirs, imposant ainsi une barrière aux actions de la classe unie qui est quasiment insurmontable (cf. les relations entre ouvriers européens et musulmans en Algérie).

Aux USA ce sont les ouvriers noirs qui portent le fardeau qualitativement le plus lourd. Dans les périodes calmes, par exemple à des niveaux inférieurs de la lutte des classes tels que ceux qui prévalent à présent, ils ont tendance à se séparer des ouvriers blancs. Ainsi la jeunesse noire en Amérique est actuellement la seule contrepartie de la sorte de jeunes militants

ouvriers blancs que l'on trouve dans les Young Socialists britanniques.

Unir la classe

Pourtant nous sommes bien conscients qu'à un certain moment dans la lutte des classes les détachements principaux des ouvriers en tant qu'ouvriers, c-à-d les noirs et les blancs se trouvant ensemble dans des organisations de classe telles que les syndicats, s'engagent profondément. Chaque grève le démontre. Prévoyant les luttes de classe massives qui nous attendent, nous avons commencé à construire des fractions dans certaines parties-clés de la classe ouvrière qui nous sont accessibles. Mais aujourd'hui le recrutement de jeunes noirs militants, c'est aussi le raccourci vers le recrutement de cadres prolétaires puisque la quasi totalité de ces militants font partie de la classe ouvrière.

Enfin, nous savons que dans les conditions particulières aux États-Unis, la construction d'un parti véritablement révolu-

tionnaire exigera l'intégration dans ses rangs et dans sa direction d'une grande proportion, voire d'une majorité, des plus exploités et opprimés - c-à-d les ouvriers noirs.

Un groupe de propagande combatif

Les projets de thèses de la Spartacist League affirment que "le but tactique de la Spartacist League dans la prochaine période c'est de construire un groupe de propagande suffisamment grand pour pouvoir intervenir avec son agitation sans chaque lutte sociale aux États-Unis comme un pas nécessaire dans la construction du parti révolutionnaire. En vue de cette intervention nous cherchons à multiplier nos forces par dix au moins. En partant de nos forces restreintes, d'une centaine environ, nous avançons vers notre but en poursuivant trois lignes parallèles d'activité: scissions et regroupements avec d'autres organisations, engagement direct dans les luttes des masses, renforcement et formation politique de notre organisation." ■

[de la p. 2]

Front populaire et soutien critique

ne peut jamais "partager" avec les éléments arriérés de la classe ouvrière des illusions sur la nature de classe de l'Etat ou sur la procédure électorale, sur la possibilité de collaboration avec la bourgeoisie, etc. Et insister en premier lieu sur le "partage" des expériences de la classe ouvrière conduit en fin de compte à adopter une conception social-démocrate du "parti de la classe entière" — la conception de Kautsky et celle avec laquelle Rosa Luxemburg n'a jamais tout à fait rompu. C'est à l'extrême la logique du "front unique stratégique" de l'OCI.

Pour un soutien critique des candidats LO et OCI

Il est pénible de constater qu'aucune des principales organisations qui se disent Trotskyistes en France aujourd'hui ont été capables de saisir clairement la nécessité de rompre nettement avec le front populaire — que chaque voix pour le PC et le PS dans ces élections était une voix pour la bour-

geoisie. Mais ils offrent un soutien critique aux partis ouvriers réformistes de l'Union de la Gauche plutôt que d'appeler le PC et le PS à rompre leur alliance avec les radicaux de gauche comme condition à un soutien critique dans ces élections. Aussi longtemps que le PC et le PS ne rompent pas en tant qu'organisation et dans leurs programmes avec leurs alliés bourgeois, la contradiction à l'intérieur de ces formations — qui sont à la fois bourgeoises et prolétariennes — sera supprimée et laissera place à un contenu purement capitaliste.

C'est pourquoi les militants ouvriers français doivent refuser de voter pour un candidat de l'Union de la Gauche quel qu'il soit. Pourtant les politiques électorales de LO et de l'OCI incarnent une contradiction. Tout en s'opposant à l'Union de la Gauche, elles contiennent un élément de capitulation devant les illusions "front populairistes" de la classe. C'est pourquoi le soutien à un candidat de l'OCI ou de LO doit s'accompagner d'une critique du fait ambigu que d'un côté ils ont leur propres candidats opposés à l'Union de la Gauche mais que de l'autre côté ils appellent au second tour (sinon au premier) à voter pour les candidats PC et PS qui composent le bloc des collaborateurs de classes.

L'OCI et LO ont au moins gardé des restes d'indépendance bolchevique de classe en refusant de soutenir ouvertement des politiciens bourgeois. On ne peut, par contre,

[suite à la p. 20]

pas dire la même chose de la Ligue Communiste dont tout le verbiage révolutionnaire finit par la justification d'un soutien à la collaboration de classe sous le prétexte frauduleux que la participation des radicaux dans le bloc de la gauche unie - ce que Trotsky en Espagne nommait "l'ombre de la bourgeoisie" - n'affecte pas son caractère de classe. L'affirmation de la LC, déniait au bloc de la gauche son caractère de front populaire, supprime tout obstacle politique à sa participation à ce front populaire.

Les militants de ces organisations ostensiblement Trotskystes doivent rejeter cette ligne politique dangereuse. Si l'Union Populaire est élue et forme un gouvernement, elle sera certainement attaquée violemment par la bourgeoisie et dans de telles circonstances les pressions à défendre le front populaire deviendront énormes. La mollesse que l'OCI et LO ont déjà manifestée dans leurs politiques électorales fait craindre le danger de futures trahisons de plus grande importance.

Les révolutionnaires peuvent et doivent certainement utiliser les élections pour faire connaître leur opposition au front populaire. Ceci ne peut être fait en apportant un "soutien critique" aux PC-PS-Radicaux, mais en faisant appel à un gouvernement PC-PS sur un programme révolutionnaire.

La lutte contre les "ministres capitalistes" doit être complétée par une lutte tout aussi acharnée contre les politiques capitalistes de ces ministères.

Ce qui fait la faiblesse de l'appel sempiternel de l'OCI aux staliniens surtout, à rompre avec la politique de collaboration de classes et à lutter pour le gouvernement ouvrier, c'est qu'à l'heure actuelle, au moment où cette question se pose effectivement et dans toute son ampleur à la classe ouvrière française, l'emploi de cette revendication à longueur d'années mine l'impact spécifique qu'il pourrait avoir. Cette exigence que l'OCI pose sans égard au moment historique - donc d'une manière abstraite - acquiert une extrême urgence dans le contexte présent. Car exiger que les partis ouvriers rompent leur alliance avec les radicaux et luttent pour le pouvoir en leur propre nom implique qu'il y ait une polarisation sur des lignes de classe à l'intérieur même de ces formations -- les partis réformistes dans lesquels la classe ouvrière met sa confiance mais qui ont montré qu'ils étaient en même temps les gardiens déterminés de l'ordre bourgeois. Dans ce contexte exiger un gouvernement de partis ouvriers seulement implique l'éclatement de ces formations - en opposant la base prolétaire à la direction traître - qui s'interposent entre la classe ouvrière et la réalisation de sa volonté révolutionnaire. ■

ABONNEZ-VOUS

Workers Vanguard — avec Spartacist

30 F. par an (par avion)—24 numéros

RCY Newsletter

5 F. par an (par avion)—6 numéros

nom _____

adresse _____

Spartacist/Box 1377, GPO/New York, NY 10001/USA